

<https://www.ricochets.cc/Acte-XVI-des-Gilets-jaunes-France-Nouveau-samedi-de-casse-et-d-affrontements-2.html>



# Acte XVI des « Gilets jaunes », France : Nouveau samedi de casse et d'affrontements - 2 mars 2019

- Les Articles -  
Date de mise en ligne : mardi 5 mars 2019

---

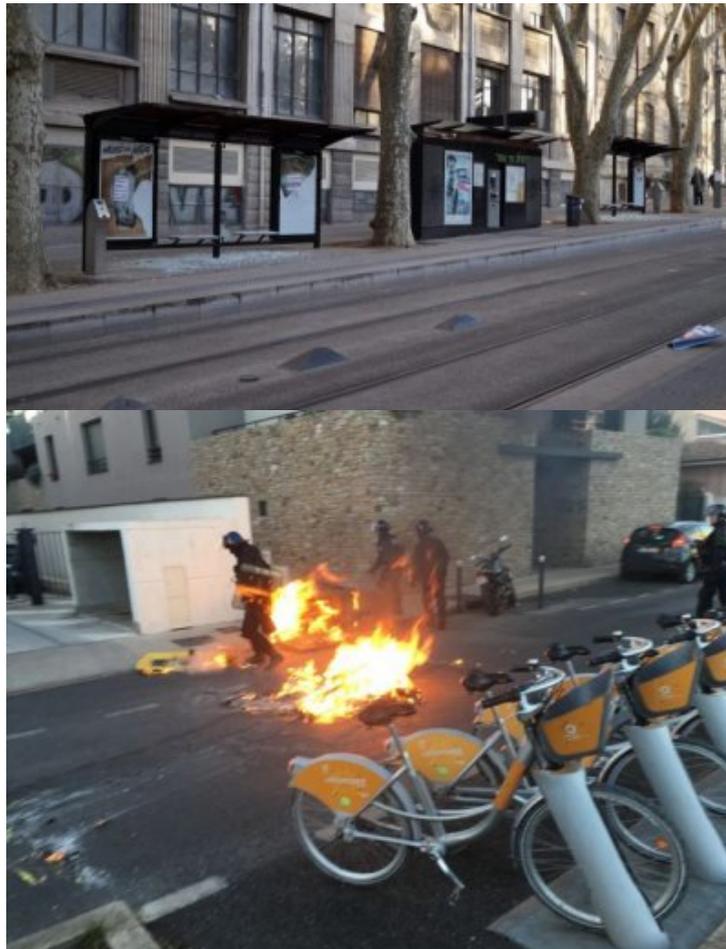
Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**A Montpellier (Hérault)**, la manif s'est soldée par de nombreux affrontements, n'en déplaisent aux partisans de la paix sociale (des Gilets jaunes, mais aussi les street medics et observateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, présents en nombre dès le début de l'après-midi). Aux abords de la préfecture, des manifestants « ont rempli des ballons d'excréments » avant de les lancer sur la police, « qui recevait jusque-là parfois de la peinture mélangée avec de l'acide », a déclaré Rémy Alonso, secrétaire départemental d'Alliance dans l'Hérault.



Des groupes d'émeutiers se sont ensuite éparpillés dans les rues de plusieurs quartiers, en érigeant des barricades afin de ralentir les flics qui leur coller au cul. De nombreux panneaux publicitaires ont été fracassés, au moins une station de tram et ses distributeurs de tickets saccagés. « Après avoir mis le feu à des poubelles et renversé du mobilier urbain dans le quartier des Beaux-Arts, ces groupes ont pris la direction de Louis Blanc où ils ont brisé les vitres d'un arrêt de tramway [...] A 19 h, la préfecture indiquait que les forces de l'ordre avaient essuyé des jets de cocktails Molotov et des tirs tendus de feux d'artifice. Sept personnes au moins ont été interpellées ». (Midi Libre, 02.03.2019)



**A Alès (Gard)**, les affrontements ont débuté vers 16h. Divers projectiles ont atterri sur les bleus, qui ont répondu

avec des lacrymo et grenades GLI-F4. Au milieu des affrontements, la voiture du procureur d'Alès, François Schneider, « passant par là de manière fortuite au volant de sa voiture, avec le gyrophare en fonctionnement », s'est fait caillasser. Bilan officielle de cette journée (par la sous-préfecture) : « onze interpellations, une quinzaine de blessés légers côté forces de l'ordre (dont onze CRS et le commissaire de police d'Alès) et un seul chez les manifestants, qui a été évacué vers l'hôpital » (Midi Libre, 02.03.2019).

**A Lyon (Rhône)**, pour la grande manif GJ régionale, à laquelle entre 3000 et 5000 personnes ont participé, il y a eu des affrontements sporadiques avec les flics durant l'après-midi. Cette journée a été pourri par une centaine de fascistes qui ont fait le coup de force à plusieurs moments : par exemple, sur la place Guichard, vers 15h30, des fachos - en défenseurs zélés du capital - ont attaqué un groupe de personnes « gilets jaunes » qui était en train de fracasser les vitres d'une agence bancaire (cf le suivi de Rebellyon).



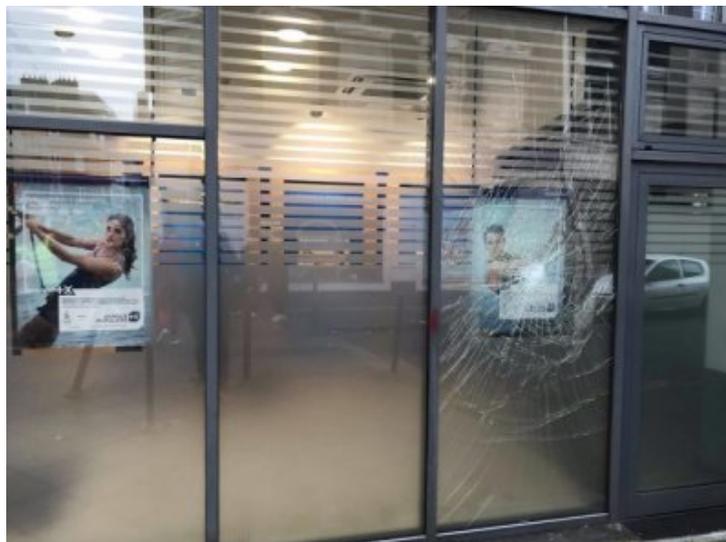
D'autres témoignages (publiés sur twitter) rapportent que la peste brune a fait des ratonnades en fin de journée en vociférant des slogans racistes (non évoqué sur Rebellyon).



**A Lille (Nord)**, il y a eu un bloc anticapitaliste et déterminé de plus de 150 personnes (d'après la Voix du Nord) au sein de la manif régionale des gilets jaunes. Les premières provocations et intimidations des flics ne restent pas sans réponse puisque des banques et des panneaux publicitaires sont fracassées, des poubelles incendiées au milieu des rues pour bloquer l'avancée des flics. Mais le fait du jour, c'est Jean-François Papineau, le nouveau directeur de la sécurité publique du Nord, en poste depuis le 7 février, qui a fait le cow-boy, épaulé par un de ses collègues : en tentant d'interpeller un jeune qu'il accusait d'avoir jeté des projectiles sur les flics, le chef de la police du Nord s'est fait encercler par des manifestant-e-s qui sont parvenu-e-s à libérer l'interpellé. Ce cow-boy, très connu du milieu anarchiste poitevin à la fin des années 2000 pour sa politique de répression féroce (ce qui lui a valu une promotion), y est allée de sa version : « Plusieurs individus, dont un membre du service d'ordre des Gilets jaunes, nous ont

contraints de le relâcher en nous bousculant. Je vais porter plainte. Pour lui, « une centaine de personnes ont été acceptées au sein de la manifestation, à côté du fourgon des organisateurs : ça pose question. »





**A Rouen (Seine-Maritime)**, des dizaines de personnes se sont levées de bonne heure pour aller bloquer la zone commerciale de Tourville-la-Rivière. Dès 7h du matin, près d'une centaine de gilets jaunes ont bloqué des accès de la zone avec des barricades en feu. Les forces de l'ordre sont alors rapidement intervenues. S'en est suivi une matinée mouvementée durant laquelle les manifestants ont cherché à contourner le dispositif des flics, qui leur couraient après toute la matinée.



**A Nantes**, où 1800 personnes ont défilé d'après la préf', la situation a très vite été explosive, comme beaucoup de monde pouvait s'y attendre. Les journaux l'avaient signalé bien avant, en détaillant le plan de quadrillage policier de la ville en vue de cette manif régionale : « Dès le début de la manifestation vers 14h, les premières violences entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté. « Il y a eu des jets de projectile contre les forces de l'ordre, preuve que ce n'est pas une manifestation qui a dégénéré mais bien le but de la manifestation », a indiqué la préfecture. Elle a par ailleurs donné quelques exemples des dégradations commises du jour : « Il y a eu beaucoup de dégradations, du mobilier, des abribus, une agence bancaire, une agence de voyage, un commerce », mais en précisant toutefois que « les manifestants n'ont pas pu entrer comme ils le voulaient dans l'hyper-centre, le dispositif a été efficace ». Une quinzaine de personnes ont été interpellées par les flics, la plupart pour des jets de projectiles sur la flicaille.



**A Bordeaux (Gironde)**, bastion du mouvement en cours, plus de 4000 personnes ont manifesté. « Des premiers tirs de grenades lacrymogènes ont été entendus Place de la Comédie après 16h50. Vers 17h15, le face-face entre certains manifestants et les forces de l'ordre commençaient Place Pey-Berland, avec l'utilisation d'un canon à eau. Au total, il y a eu « 15 interpellations pour détention de matériels offensifs, dégradations de biens publics et outrages sur personne dépositaire de l'autorité publique ». Douze ont été placées en garde à vue à l'hôtel de police. Ils se voient reprocher des dégradations de biens destinés au public, comme ce distributeur de tickets de tramway brisé à coups de marteau, apparemment par un adolescent de 17 ans. La justice leur reproche également la participation à un groupement en vue de commettre des infractions, des outrages et rébellions et des violences à personne dépositaire de l'autorité publique, par un jet de pétards. La quasi-totalité des gardes à vue a été levée ce dimanche. Quatre d'entre elles ont été convoquées devant le tribunal correctionnel de Bordeaux et deux devant le juge des enfants. Quatre ont bénéficié d'un rappel à la loi et un autre doit être présenté au parquet ce lundi matin et devrait être jugé en comparution immédiate cet après-midi. Il s'est débattu lors de son interpellation, a insulté les policiers et n'a pu cacher que son sac contenait une fronde et des billes d'acier. Enfin, un seul a vu sa garde à vue prolongée ce dimanche soir ». (Sud Ouest, 03.03.2019)

Le « Cacatov », nouvel arme contre la police, d'une efficacité redoutable, a été utilisé à Montpellier (cf ci-dessus), mais aussi à Marseille, lors de ce 16e acte des gilets jaunes : « En 3 mois, ils avaient reçu des pavés, des cocktails Molotov, mais jamais ils n'avaient été souillés. Hier, au cours de la manifestation des gilets jaunes au centre-ville, trois policiers de la Bac Nord ont été atteints par des sacs remplis d'excréments (dont l'un d'entre eux aurait été blessé). « Ils en avaient dans les cheveux, sur les chaussures, ils ont dû jeter leurs fringues. Jamais, m'ont-ils dit, ils n'ont été aussi humiliés », peste Rudy Manna, le leader du syndicat Alliance 13. « Et comme c'était vraiment une

après-midi de merde, les douches ne marchant pas au commissariat Nord, ils ont dû se nettoyer à l'eau glacée dans le garage... » (La Provence, 03.03.2019)



**A Toulouse (Haute-Garonne) et à Bordeaux (Gironde)**, deux villes où la conflictualité sociale est la plus intense lors des manifestations de « gilets jaunes » depuis trois mois », deux cellules d'enquêtes spéciales « Gilets jaunes casseurs » ont été créées mi-décembre. France Inter communique le jour même de l'acte 16 les résultats de leurs potes de la maison poulaga. Depuis la mi-janvier, il y a eu plus de 40 interpellations dans les deux villes sur la base du travail de ces cellules d'investigations. À Bordeaux, « ce sont 21 personnes qui ont été interpellées après enquête sur les 150 à 200 casseurs présents chaque samedi depuis 3 mois ». À Toulouse, huit personnes ont été interpellées la semaine dernière alors qu'ils fabriquaient des bombes artisanales avec tout l'attirail des produits chimiques nécessaires.

Ces cellules d'enquêtes sont composées d'agents du renseignement territorial, des brigades anti-criminalité et des enquêteurs de la Sûreté départementale, « rassemblés pour analyser des centaines d'heures de vidéos ». Il faut y ajouter des profils en cybercriminalité qui ont pu infiltrer, selon nos informations, certains groupes d'activistes en gilet jaune. Les cellules d'enquêtes spéciales « gilets jaunes casseurs » ont démarré avec l'identification à Bordeaux d'un trio de lanceurs de pavés qui utilisaient une fronde géante. Pour l'un des chefs des investigations « on a tous les profils évoqués depuis les premiers samedis de violence : des 'gilets jaunes' de la première heure qui se sont 'radicalisés' et qui ont adopté tous les codes, y compris vestimentaires, des anarchistes, antifascistes et autres zadistes. On a identifié des profils, évidemment connus des services de renseignements intérieurs, surtout d'extrême gauche, des jeunes de 25 à 35 ans, originaires des départements concernés. » Quatre ou cinq suspects sont désormais interpellés chaque semaine à Toulouse et Bordeaux. Et selon nos informations, à Bordeaux encore une vingtaine de personnes a été repérés, mais ils ne sont toujours pas identifiés formellement. « On en a nous aussi plusieurs dizaines » affirme un enquêteur haut-garonnais, « on distribue chaque samedi leurs portraits au cas où, car ce sont ceux qui ont cherché à fracasser des collègues et on ne les lâchera pas ». »